

Revue de presse du 15 au 30 septembre 2019

Afrique	2
Libye	2
Tunisie	2
Maroc	2
Angola.....	3
Asie	3
Afghanistan.....	3
Amériques	3
Salvador	3
États-Unis	4
Moyen Orient	4
Syrie	4
Europe	4
France	5
Espagne	5
Malte	6
Grèce	6

Afrique

- **RFI**, 20 septembre 2019, [Les migrations africaines vers l'Europe en recul depuis 3 ans selon l'OCDE](#)

En écho avec les dénonciations réalisées par Migreurop, François Héran du Collège de France rappelle que « l'idée selon laquelle l'Europe est envahie par des migrants africains est complètement fautive ». En 2018, la majorité des personnes demandeuses d'asile dans le monde étaient originaires d'Afghanistan, d'Irak, de Syrie et du Venezuela. Les cinq premiers pays d'origine des migrant·e·s dans le monde sont la Chine, la Roumanie, l'Inde, la Pologne et le Vietnam. Pour ce qui est de l'Afrique, c'est le Maroc qui arrive en tête des pays d'origine des migrant·e·s et personnes demandeuses d'asile. Le dernier rapport du HCR ajoute que 80% des réfugiés mondiaux vivent dans un pays voisin de leur pays d'origine, principalement en Ouganda et au Soudan.

Libye

- **BBC Afrique**, 20 septembre 2019, [Des garde-côtes libyens tuent un « migrant soudanais en fuite »](#)

Un homme d'origine soudanaise a succombé à des blessures par balle causées par un garde-côte libyen après son débarquement à Tripoli, avec une centaine d'autres personnes interceptées en Méditerranée. Suite au refus des exilé·e·s d'être transférés en centre de détention, les garde-côtes ont ouvert le feu. L'ONU a exigé de la part des autorités libyennes que l'affaire soit jugée. De leur côté, les garde-côtes ont annoncé avoir intercepté 500 migrant·e·s en mer en l'espace de six jours pour le compte de l'Europe.

Tunisie

- **L'Orient Le Jour**, 24 septembre 2019, [Les passeurs préfèrent faire partir les migrants de Tunisie plutôt que de la Libye](#)
- **La Croix**, 22 septembre 2019, [Les migrants délaissent la Libye pour passer par la Tunisie](#) [réservé aux abonnés]

Un procureur italien a affirmé qu'un nombre croissant de bateaux de migrants partent désormais de Tunisie et non plus de Libye. La part d'exilés subsahariens ayant franchi la Méditerranée depuis les côtes tunisiennes est passée de 10% en 2018 à 50% à l'été 2019. Ce nouvel itinéraire permettrait de traverser la Méditerranée plus rapidement, sur des embarcations plus petites censées réduire les risques, d'après le procureur. En 2019, 1 111 personnes ont péri ou disparu en tentant la traversée de la Méditerranée au départ de la Libye selon le HCR ([rapport 2019 sur la Libye de Human Rights Watch](#)).

Maroc

- **L'Orient Le Jour**, 30 septembre 2019, [Maroc : 7 morts dans le naufrage d'une barque d'émigrants marocains](#)

Les corps de sept Marocains ont été retrouvés sur la plage d'Aïn Harrouda, non loin de Casablanca, après le naufrage de leur embarcation. Trois autres rescapés ont été secourus et hospitalisés d'urgence. Les personnes à bord de l'embarcation tentaient de rejoindre les côtes espagnoles, éloignées de quelques dizaines de kilomètres du nord du Maroc. En 2018, 89 000 personnes ayant tenté de passer de manière « irrégulière » ont été interceptées par les autorités marocaines qui avaient reçu 140 millions d'euros de la part de l'Union européenne pour bloquer l'accès au territoire européen. La plupart des personnes dont la liberté de circulation est entravée sur terre comme en mer sont originaires d'Afrique de l'Ouest. Néanmoins, de plus en plus de Marocains tentent la traversée vers l'Europe, comme en témoigne cette tragédie.

Angola

- **BBC Afrique**, 21 septembre 2019, [L'Angola expulse des milliers de migrants](#)

Sous couvert de l'opération « Transparence » de lutte contre l'exploitation minière et l'immigration dite « clandestine » depuis un an, le gouvernement angolais a expulsé 500 000 migrant·e·s. Ces expulsions successives ont été couplées à la fermeture de coopératives illégales de diamants, de projets miniers et de maisons d'achat de diamants. Le gouvernement affirme que la restructuration de ce secteur passerait par l'expulsion de nombreux étrangers en situation illégale sur le territoire. *Human Rights Watch* soupçonne les autorités de leur avoir infligé de mauvais traitements dans le cadre de cette opération.

Asie

Afghanistan

- **Le Monde**, 23 septembre 2019, [A Herat, en Afghanistan, les déplacés climatiques sont réduits à la misère](#)

D'après l'ONU, en 2018, la sécheresse a été une cause de déplacement de populations plus importante que les violences en Afghanistan (275 000 contre 223 000). L'une des provinces les plus touchées est celle d'Herat, où 90 000 personnes ont dû quitter leur habitation. La plupart vivent désormais dans une précarité extrême et refusent de rejoindre le camp de déplacés, par peur d'aviver des conflits tribaux et ethniques. Dernièrement, les Nations Unies ont très fortement limité leur aide face au recul de la sécheresse, laissant des dizaines de milliers de déplacés en proie à la malnutrition, notamment les enfants en bas âge.

Amériques

- **El País**, 18 septembre 2019, [¿Cómo acoger migrantes en la región más violenta del mundo ?](#) [ES]

Comment accueillir des personnes migrantes dans des pays violents et qui avaient, jusqu'alors, moins l'habitude d'en recevoir que d'être des pays de départ ? C'est la question que se posent entre autres le Chili et la Colombie face aux arrivées de Vénézuéliens et d'Haïtiens. La Colombie, traditionnellement pays d'émigration, accueille actuellement 1,4 millions de Vénézuéliens sur son territoire, mais manquerait de structures adaptées. Quant au Chili, il a refusé de signer le Pacte mondial sur les migrations de 2018 (un texte fixant vingt-trois objectifs pour « améliorer la coopération en matière de migrations internationales ») et est le théâtre de nombreuses agressions racistes à l'encontre des migrants. En quatre ans, il a reçu 800 000 personnes exilées sur son territoire alors que, selon Rodrigo Ubilla, sous-secrétaire au ministère de l'Intérieur chilien, il n'était pas doté de politiques publiques ni d'institutions spécialisées pour les accueillir.

Salvador

- **El Mundo**, 20 septembre 2019, [El Salvador firmó acuerdo sobre asilo con Estados Unidos](#) [ES]
- **The Intercept**, 24 septembre 2019, [Sweeping language in asylum agreement foists U.S. responsibilities onto El Salvador](#) [EN]

Les États-Unis et le Salvador ont signé un accord destiné à limiter l'immigration dite irrégulière, reconnaissant le Salvador comme un pays « sûr » pour les personnes demandeuses d'asile, en dépit de la violence qui y règne. Le texte stipule que tout demandeur d'asile non originaire du Salvador peut

y être envoyé et forcé d'y déposer sa demande. Il intervient après la confirmation par la Cour suprême étasunienne de la loi interdisant l'octroi de l'asile à toute personne qui n'aurait pas déposé sa demande dans un pays par lequel elle aurait transité auparavant. Le nouvel accord illustre un renoncement total au principe d'asile de la part des États-Unis. Après le Guatemala et le Honduras, le Salvador est le dernier pays du Triangle nord-américain central dans lequel Donald Trump voit un solide allié pour lutter contre l'immigration.

États-Unis

- **Le Monde**, 27 septembre 2019, [Les Etats-Unis donnent un nouveau tour de vis draconien à l'accueil de réfugiés](#)

Le programme étasunien de réinstallation de personnes réfugiées internationales prévoit une nette diminution pour l'année prochaine. Après avoir accueilli 85 000 personnes en 2016, 30 000 en 2019, le gouvernement prévoit de recevoir un maximum de 18 000 réfugié-e-s en 2020. Ce programme de réinstallation a été créé en 1980 et permet l'accueil de réfugié-e-s sélectionnés par les agences de sécurité et de renseignement américains dans les camps du HCR à travers le monde (essentiellement des personnes considérées comme vulnérables comme des personnes âgées, veuves ou handicapées). Il est indépendant du régime d'asile classique des États-Unis. En tout, le gouvernement de Donald Trump prévoit de recevoir 368 000 réfugié-e-s en 2020, parmi lesquels s'insèrent les 18 000 personnes du programme de réinstallation. Pour justifier cette baisse, la diplomatie étasunienne affirme vouloir prendre en compte les « intérêts de sécurité nationale et de politique étrangère ».

Moyen Orient

Syrie

- **The Times of Israël**, 18 septembre 2019, [Jordanie : 153 000 réfugiés dans le pays sont retournés en Syrie](#)
- **L'Orient Le Jour**, 19 septembre 2019, [Erdogan envisage la réinstallation de 2 à 3 millions de réfugiés syriens](#)

La Jordanie a réinstallé 153 000 réfugié-e-s syrien-ne-s et la Turquie souhaite en réinstaller deux à trois millions présents sur leurs territoires respectifs. Les deux États encouragent les « retours volontaires » vers des zones récupérées par le régime de Bachar El-Assad. Au cours d'une réunion avec la Russie et l'Iran, Erdogan a souligné les tensions liées à ces réinstallations, notamment autour de la « zone de sécurité » assurée conjointement avec les États-Unis au nord de la Syrie. Quant à la Russie, elle accuse directement Washington de complicité avec des rebelles du régime qui empêcheraient l'évacuation du camp de Rukban, situé sur une zone contrôlée par les États-Unis. Les 29 000 réfugié-e-s qui s'y trouvent doivent être évacués et transférés dans les régions sous contrôle du gouvernement syrien.

Europe

- **RFI**, 19 septembre 2019, [Conte et Macron d'accord pour une répartition européenne des migrants](#)

Après deux années de profondes dissensions, les chefs d'État français et italien se sont retrouvés à Rome afin de négocier un accord relatif à la répartition des migrants en Europe. Le projet de « mécanisme automatique de répartition des migrants » repose sur un système se voulant plus « équitable » entre les États membres, ainsi que sur « l'efficacité » des renvois des déboutés du droit

d'asile. Il prévoit des sanctions financières pour les États qui n'en respecteraient pas les règles. Ces négociations ont été l'occasion pour Emmanuel Macron de renouer avec l'Italie d'après-Salvini, en reconnaissant « l'injustice » de l'actuel système européen et s'engageant à « remettre à plat les accords de Dublin ». Pour rappel, le Parlement, la Commission et le Conseil européens avaient échoué à réformer le règlement en 2017, laissant « Dublin IV » dans l'impasse.

- **Libération**, 23 septembre 2019, [Un pré-accord conclu à Malte sur une répartition automatique des migrants](#)
- **InfoMigrants**, 24 septembre 2019, [Un pré-accord trouvé à Malte sur la répartition des migrants en Europe](#)

Une « base d'accord » a été trouvée à La Valette entre la France, l'Allemagne, Malte et l'Italie pour la mise en place d'un système de répartition automatique des migrant·e·s sauvé·e·s en mer et débarquant en Italie ou à Malte. Le texte, qui devra être approuvé par le reste des États membres le 8 octobre lors d'un Conseil européen au Luxembourg, ouvre la voie d'une renégociation du règlement Dublin. La crainte de certain·e·s élu·e·s espagnol·e·s, chypriotes et grec·que·s est que ce mécanisme ne se centre que sur les migrant·e·s secouru·e·s en Méditerranée centrale et exclue, de fait, les routes de Méditerranée occidentale et orientale.

France

- **Le Monde**, 17 septembre 2019, [Le camp de migrants de Grande-Synthe de nouveau évacué](#)
- **InfoMigrants**, 24 septembre 2019, [Grande-Synthe : une semaine après l'évacuation du gymnase, des centaines de migrants se réfugient dans les bois](#)

Le maire PS de Grande-Synthe Martial Beyaert a demandé l'évacuation d'un millier de personnes d'un gymnase mis à disposition par la ville. Le gymnase avait été ouvert en décembre 2018 et hébergeait essentiellement des Kurdes d'Irak. Le 4 septembre, le tribunal administratif de Lille décidait de faire évacuer les lieux, après avoir été saisi en référé par le maire. Les migrants ont été acheminés en bus vers plusieurs centres d'accueil des Hauts-de-France. Une semaine après l'évacuation, les associations constatent qu'un grand nombre de familles, de mineurs isolés et d'hommes seuls vivent dans des abris plus que précaires dans les bois alentours, abris quotidiennement démantelés par les forces de l'ordre.

- **France 24**, 18 septembre 2019, [La France s'apprête à faciliter les expulsions de migrants vers l'Afghanistan](#)
- **InfoMigrants**, 19 septembre 2019, [Accord UE-Afghanistan : la France veut faciliter les retours forcés de migrants afghans](#)

L'Assemblée nationale française a ratifié l'accord de réadmission entre l'Union européenne et l'Afghanistan, le *Joint Way Forward*, signé en 2016. Ce dernier permet de faciliter les expulsions d'Afghans déboutés du droit d'asile, expulsions qui jusqu'alors avaient déjà lieu depuis la France (onze par an depuis 2017). Il s'ajoute à la stratégie d'encouragement des « retours volontaires », incités par une aide financière s'élevant désormais à 2500 euros. Cette ratification a fait vivement réagir les associations parmi lesquelles la Cimade et Amnesty International, qui dénoncent les « graves risques encourus par les personnes visées » par ces procédures. Ces derniers jours, des attentats ont fait une cinquantaine de morts à Kaboul, Parwan et une douzaine de blessés à Jalalabad (à l'est du pays).

Espagne

- **El Diario**, 17 septembre 2019, [Las tanatopolíticas del Gobierno Sánchez](#) [ES] * (Tribune de Rafael Lara, Asociación Pro Derechos Humanos de Andalucía, APDHA – membre du réseau Migreurop)

* Articles diffusés sur la liste Migreurop

Face à l'augmentation des arrivées de migrants et demandeurs d'asile en 2018, le gouvernement socialiste de Pedro Sánchez a développé des stratégies dignes d'une « thanatopolitique » (politique de la mort). A San Roque et Málaga ont été ouverts deux nouveaux centres de détention ; les CATE (Centros de Atención Temporal de Extranjeros). Financés par la Commission européenne, ils ont suscité une levée de boucliers de la part des associations, le gouvernement y ayant enfermé 23 mineurs entre 2018 et 2019. Dans un effort d'externalisation de ses frontières au Maroc, l'Espagne y a multiplié ses visites officielles et ses financements ; des enveloppes de 140, 26, 40 et 32,2 millions d'euros ont été allouées au ministère de l'Intérieur marocain afin d'empêcher tout départ depuis ses côtes, et de secourir et débarquer les exilés présents dans la zone SAR (Search and Rescue) espagnole.

Malte

- **Naiz**, 21 septembre 2019, [Malta recibe a 262 migrantes y refugiados, pero deja a 182 a bordo del buque de rescate Ocean Viking](#) [ES]
- **Al Jazeera**, 21 septembre 2019, [Malta accepts some migrants and refugees from Ocean Viking](#) [EN]

L'île a accueilli 262 migrant·e·s et réfugié·e·s, parmi lesquel·le·s 35 ont été secourus par l'*Ocean Viking*. 182 personnes sont toujours à bord, personnes que Malte a catégoriquement refusé d'accueillir sous prétexte qu'elles n'ont pas été secourues dans sa zone SAR (*Search and Rescue*). L'ONG Médecins sans frontières a vivement critiqué ce refus qui, selon elle, est l'illustration de la « nature discriminatoire, arbitraire et inhumaine d'un système qui continue de privilégier les arrangements politiques par rapport aux vies humaines et à la dignité des personnes secourues ».

Grèce

- **Efimerida tòn Syntaktôn**, 22 septembre 2019, [Grèce : le gouvernement durcit nettement sa position et implique l'armée à la gestion de flux migratoires en Mer Egée](#) [GR] *

Le gouvernement grec s'est réuni deux fois au cours d'un même week-end afin de décider du renforcement de sa présence militaire et navale en mer Egée. Le but est de « désengorger » les îles et de dissuader les réfugié·e·s de s'en approcher. Pour cela, le gouvernement Mitsotakis compte sur son partenariat avec Frontex et l'OTAN. Le vice-premier ministre a réaffirmé sa position d'extrême-droite, parlant « d'invasion » non pas de réfugiés mais « d'immigrants clandestins ». La Grèce accuse également Ankara de se désengager de l'arrangement UE-Turquie de 2016, et dénonce l'« indifférence » turque dans le contrôle de ses frontières.

- **InfoMigrants**, 25 septembre 2019, [Grèce : un enfant afghan de 5 ans tué par un camion près du camp de Moria, à Lesbos](#)

Un enfant afghan de 5 ans a été percuté et tué par un camion alors qu'il jouait dans un carton en bord de route, près du camp de Moria sur l'île grecque de Lesbos. MSF a réagi à cette tragédie en accusant directement les « politiques menées par les différents gouvernements en Grèce, et par le régime raciste de la forteresse européenne ». La semaine dernière, le gouvernement a fait fermer l'unique aire de jeux protégée pour les enfants du camp. Qualifié de « bombe à retardement » par les associations locales, le camp de Moria accueille actuellement 12 000 personnes, alors qu'il a été conçu pour en accueillir quatre fois moins. Selon l'ONG *Aegean Board Report*, 3 472 réfugié.e.s sont arrivés à Lesbos entre le 1er et le 22 septembre.

- **Le Courrier des Balkans**, 29 septembre 2019, [Grèce : le camp de Moria ravagé par les flammes](#)

* Articles diffusés sur la liste Migreurop

Dans l'après-midi de dimanche, plusieurs containers dans lesquels sont contraintes de vivre des personnes migrantes ont pris feu dans le camp de Moria, entraînant la mort d'un enfant et de quatre adultes selon le coordinateur local de Médecins du Monde. L'incendie a provoqué des émeutes au sein du camp. Ce dernier est prévu pour 3 100 personnes, mais en accueille actuellement plus de 12 000. *MSF Sea* a dénoncé dans un tweet la politique de confinement des migrants sur les îles grecques, qui illustre pleinement à l'approche hotspot que dénonce le réseau Migreurop.